Guterres à l'université de Genève : Après les Massacres à Gaza l'embargo militaire d'Israël s'impose

24.05.2018

Categories: BDS-Arguments, Droit international, Embargo militaire

Aujourd'hui à l'Université de Genève, le secrétaire général des Nations unies, M. Antonio Guterres, parlera du lancement de son nouveau programme de désarmement pour assurer notre avenir commun.

Il entend proposer des mesures pratiques et concrètes qui placent les droits humains au cœur de son agenda. Mais le veut-il réellement ? Il a pourtant cédé aux récentes pressions d'Israël et des USA pour faire retirer le rapport commandé par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) des Nations unies prouvant la politique d'apartheid de l'Etat israélien ?

Les événements à Gaza ces dernières semaines devraient lui avoir donner matière à réfléchir. Le monde entier a assisté horrifié au massacre de 60 civils par les snipers de l'armée israélienne, qui ont aussi blessé, voire mutilé, 2400 civils palestinien.ne.s. Ceux- ci ne faisaient pourtant que manifester pacifiquement pour le droit de retourner dans leur foyer après 70 ans, un droit reconnu par L'ONU, mais qui n'a jamais été appliqué.

Le 15 mai 2018 a marqué le 70ème anniversaire du jour de la Nakba (la Catastrophe) et du début du nettoyage ethnique de la Palestine au profit d'Israël. En réalité la Nakba se poursuit encore aujourd'hui. La dépossession, le nettoyage ethnique, la colonisation de peuplement et l'apartheid continuent, s'intensifient et sont systématiques de la politique israélienne.

Le retour de centaines de milliers, voire de millions de Palestinien.ne.s sur leurs terres et dans leurs maisons signifierait un changement démographique radical en Israël.

L'Etat israélien qui s'autoproclame "juif et démocratique" serait alors obligé:

- soit de changer sa loi fondamentale qui garantit la suprématie de la populationjuive,
- soit d'exercer de manière plus évidente sa politique d'apartheid, ce qui ne serait guère acceptable pour la communautéinternationale.

En ouvrant le feu sur des manifestants pacifiques avec des balles réelles, des balles en caoutchouc et du gaz lacrymogène, le régime israélien a voulu envoyer un message clair de refus aux Palestinien.ne.s concernant leur droit au retour. C'est un massacre prémé- dité et annoncé par le gouvernement israélien et son armée. Pour justifier cet acte odieux, le ministre de la Défense Avigdor Lieberman a déclaré: «Il n'y a pas d'innocents à Gaza».

L'apartheid en Israël

Le refus du droit au retour, le déplacement continu des Palestinien.ne.s et le nettoyage ethnique (expulsions, déplacements, dépossessions) font partie de la politique israélienne d'apartheid qui permet de garantir et de maintenir la majorité démogra-phique juive de la population en Israël/Palestine.

L'état d'Israël refuse donc le droit au retour à la majorité des Palestinien.n.es. Et il crée pour ceux et celles qui restent des «bantoustans» dans les Territoires occupés. En forçant le statut minoritaire des Palestinien.ne.s, il s'assure que la suprématie de la population juive ne puisse pas être contestée.

Puisque l'apartheid est un crime contre l'humanité

Puisque la prise en otage d'une population civile est une violation du droit international humanitaire

Puisque l'assassinat de civils non armés est une violation du droit international humanitaire

M. Guterres va-t -il proposer l'embargo militaire de l'Etat d'Israël aussi longtemps que ce dernier ne se soumet pas au droit international ni reconnait les droitsl égitimes du peuple palestinien ?

A défaut, il est indispensable de réitérer l'appel de la plus large coalition d'organisationst et d'associations palestiniennes adressé aux personnes de conscience du monde entier; un appel à soutenir et à s'investir dans des campagnes de boycott, de désinvestisse-ments et de sanctions pour obliger l'Etat d'Israël à se soumettre au droit international et reconnaître les droits légitimes et du peuple palestinien.

- En faisant pression sur le gouvernement et les compagnies privées pour mettre fin à toute coopération et tout commerce avec l'armée israélienne et les entreprises israéliennes de l'industrie sécuritaire.
- En rejoignant les campagnes d'embargo militaire visant les compagnies militaires israéliennes et les autres compagnies, ELBIT SYSTEMS, G4S, Hewlett Packard, impliquées dans les secteurs israéliens de l'armée et de la sécurité.
- En rejoignant ou organisant des campagnes de boycott et de désinvestissement pour mettre fin à toute transaction avec les banques israéliennes et pour faire pression sure ls banques, les fonds d'investissement internationaux, et les compagnies d'assurance comme HSBC et AXA, afin qu'ils mettent fin à leur complicité dans les violations des droits humains par Israël.!

Boycottez les produits du Hewlett Packard Group (HP), qui fournit des technologies pour le système de contrôle israélien et le siège de la bande de Gaza !

Protestez contre le géant de l'assurance AXA, qui investit à grande échelle dans les producteurs d'armes israéliens ! Signez la pétition ici !

Demandez à votre banque et à votre fonds de pension de retirer les investissements dans les entreprises d'armement et les banques israéliennes, et de mettre ainsi fin à leur complicité dans les violations des droits humains en Israël !

Voici *ce flyer au format PDF.*